

**DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES
POUR LE BUDGET POUR 2018**

Tenu en Conseil du 06/02/2018

Le débat d'orientations budgétaires est un exercice préparatoire au vote du budget primitif. Il est obligatoirement organisé dans les communes de plus de 3 500 habitants dans les deux mois précédant l'examen du budget primitif. Ce débat ne revêt pas de caractère décisionnel, mais néanmoins, une délibération du Conseil municipal permet au représentant de l'Etat de s'assurer de sa tenue.

Le D.O.B permet aux élus d'avoir une vision de l'environnement financier et réglementaire, ainsi que des éléments de contexte pour aborder la préparation de l'année budgétaire 2018.

Il est l'occasion d'échanges et de débats sur les grandes orientations budgétaires, l'évolution de la situation financière de la commune, son endettement et les priorités du budget primitif. Il participe à l'information des élus et des administrés.

Plan :

- I- Contexte général
 - A. Environnement économique et financier
 - B. Eléments de la loi de finances 2018
- II- Contexte local : le budget principal de la commune
 - A. Eléments de contexte
 - B. Résultat et compte administratif prévisionnels
 - C. Fonctionnement
 - a. Recettes
 - b. Charges générales
 - c. Charges de personnel
 - D. Investissement
 - a. Recettes
 - b. Investissements réalisés
 - E. Endettement
- III- Le programme pluriannuel des investissements
- IV- Les budgets annexes : Eau et Assainissement
 - A. BA Eau
 - B. BA Assainissement
- V- Réflexions d'ensemble et prospectives

Pièces jointes :

Projets de comptes administratifs synthétiques : commune – BA eau- BA assainissement

Avant-projet de BP commune

Résultat prévisionnel 2017 : Commune - Eau – Assainissement

Tableaux de la dette

I- Contexte général

- A. Environnement économique et financier (Selon notes de conjoncture de l'INSEE octobre et décembre 2017) :**

. Bonne activité mondiale, avec accélération de l'activité aux USA, faiblesse de la livre sterling, croissance soutenue en zone EURO par Allemagne et Espagne

⇒ Contexte favorable pour la France ; consommation des ménages étant moteur de la croissance

- ⇒ Déficit public -2.9% (sous barre des 3 % après 10 ans) dont excédent du bloc communal +0.1% !
- ⇒ Croissance 2017 de l'ordre de 1.9% ; Situation reste fragile notamment en raison de la faiblesse de nos exportations et augmentation du prix de l'énergie qui ralentira la progression du pouvoir d'achat des Français ; légère baisse du chômage
- ⇒ Rebondissement de l'investissement public attendu en 2018 (cycle du mandat, travaux du Grand Paris et autres métropoles, stabilisation des dotations)

. 3 objectifs dans la programmation des Finances Publiques 2018/ 2022

- a. Désendettement de 0.7% du PIB pour 2022 soit -19 milliards € dont 16 pour les collectivités (Elles doivent supporter l'effort que l'Etat ne parviendrait pas à réaliser)
 - => Cela implique la FIN de l'appel à emprunt pour les collectivités en 2021 /2022 et un ralentissement avant cette période
- b. Maîtrise des dépenses de fonctionnement : hausse annuelle limitée à 1.2% en moyenne
- c. Plafond de capacité de désendettement par rapport à épargne Brute : 12 ans pour les communes (pour mémoire à Sandillon 1.42 ans)

. Contractualisation pour l'instant avec les 319 plus grandes collectivités ; extension du dispositif ; sanction financière en cas de dépassement de la trajectoire

Concours de l'Etat stables : DGF stable et pas de contribution au redressement des comptes publics en 2018

. Réforme de la TH progressivement pour 80% des ménages en 2020

Dégrèvement intégralement compensé en 2018 dans LA LIMITE des Taux et abattements de 2017

=> Réduction des recettes fiscales et augmentation des dotations de l'Etat

B. Loi de FINANCES 2018 :

- . Revalorisation des bases fiscales 1 %
- . Maintien du niveau de DGF de 2017
- . Automatisation de la gestion du FCTVA pour gagner du temps grâce à Hélios, maintien du taux 16.04%
- . DSIL créé en 2016 maintenu en 2018 pour les investissements locaux
- . FPIC désormais plafonné au niveau de 2017
- . Réforme scolaire : maintien du fonds de soutien de 50€ /enfant SEULEMENT si maintien de la semaine de 4 jours ½
- . Introduction du jour de carence pour les personnels des fonctions publiques
- . Report de la réforme PPCR dont la revalorisation des grilles indiciaires a commencé en 2016 ; gel en 2018 (« décalage d'un an » ?)
- . Compensation de la hausse de CSG de 1,7% pour les fonctionnaires
- . Retenue fiscale à la source 01/01/2019

II- Contexte local : le budget principal de la commune

A. Éléments de contexte

L'année 2017 est marquée sur le plan budgétaire par :

- la contribution de la commune au redressement des comptes publics de 37.180 €
- la poursuite de la maîtrise des charges générales et des charges de personnel (*travail de réorganisation des services qui aboutit au nouvel organigramme présenté début 2017*)
- Contexte de baisse des ressources : baisse de DGF et baisse de l'aide de la CAF en 2017, en lien avec le transfert de la petite enfance à la CC des Loges ;
- Revue de l'attribution de compensation après évaluation des charges transférées (voirie et service multi accueil) issue du travail de la CLECT : impact budgétaire en 2018
- Des produits fiscaux issus des constructions nouvelles (*taxe d'aménagement*)
- Des projets importants lancés en cours (*vidéo protection, interconnexion des bâtiments, aménagement centre bourg*)
- Cessions foncières dans le cadre de la ZAC Nexity

- Lancement du COEP (une étude sur l'optimisation du patrimoine bâti avec une approche environnementale et pratique)

Perspectives pour 2018 :

- Maintien du montant DGF comme en 2017
- Une hausse contenue de 1.2% des charges générales serait l'idéal
- Transfert du multi accueil : il a entraîné une baisse de la masse salariale et donc fortement atténué l'impact des revalorisations ; gain net (moins de charges et moins de recettes) de 51.000 € environ ; Reste à charge de la commune le remboursement de l'emprunt ; toutefois la déduction de notre attribution de compensation est supérieure pour prendre en compte la part investissement de ce service, soit un manque budgétaire de 17.350 € pour 2018, après un gain de 51.000 € environ en 2017.
- Prudence sur le produit de la TA : les régularisations de la DDT sont achevées ; les constructions moindres aussi sur la fin du mandat.
- **Enjeux d'avenir :**
 - . Avancement cadencé des projets avec les AMO et recherche de subventions (DETR et demandes au Département sont formulées ; reste à examiner la piste du FSIL pour les projets sur bâtiments en 2018.
 - . RH : instauration du RIFSEEP, jour de carence, évolution des cotisations à la hausse, compensation de la CSG et mise en place au 01/01/19 de la retenue à la source
 - . Réforme des rythmes scolaires : arbitrage en cours ; couts induits probablement iso sur masse salariale (A confirmer selon fréquentation) mais recettes moindres avec perte du fonds de soutien et baisse probable des facturations et recettes CAF, la classe finissant plus tard).
 - . Dématérialisation des marchés publics octobre 2018 et open data : mutualisation, changement de serveur indispensable ; interconnexion des bâtiments 1ere tranche 2018.

B. Résultat et compte administratif prévisionnels

. Compte administratif prévisionnel 2017 :

	Fonctionnement	Investissement	Restes à réaliser
Dépenses	2 948 286,94	741 673,74	363 285,00
Recettes	3 718 050,10	470 195,31	114 348,00
Total	769 763,16	- 271 478,43	-248 937,00

. Reports exercice précédent :

R002/ R 001	1 414 602,37	194 661,11	////////////////////////////////////
--------------------	--------------	------------	--------------------------------------

. Résultat de clôture cumulé :

	Fonctionnement	Investissement	
Dépenses	2 948 286,94	1 104 958,74	////////////////////////////////////
Recettes	5 132 652,47	779 204,42	////////////////////////////////////
Total	2 184 365,53	-325 754,32	////////////////////////////////////

. Reports prévisionnels et affectation des résultats à adopter lors du vote du budget :

Investissement déficit : -76 817,32 €

Besoin de financement Section investissement : 325 754,32 €

Fonctionnement Excédent : 1 858 611,21 €

C. Fonctionnement

a. Recettes :

. La fiscalité est dynamique du fait de l'actualisation des bases et en lien avec les autorisations d'urbanisme dont le volume régulier s'établit autour de 40 par an.

Elles progressent de 1,05% en neutralisant la baisse compensée par la CCL de taux de taxe d'habitation (Transfert compensé obligatoire de la part départementale de la TH à la CCL). Les compensations des dégrèvements versés par l'Etat sont en hausse de 7.5%.

. Les dotations sont en baisse de 7 % ; la seule DGF baisse de 10,55 % en 1 an ; mais la progression de 4.55 % de la dotation de solidarité rurale (DSR) permet d'amortir cette chute pour la commune.

. La prudence reste de mise pour les dotations 2018, qui subiraient le même prélèvement limité à 35.000 € environ au titre de la contribution de la commune au redressement des comptes publics.

Les données précises ne sont pas connues sur les dotations de péréquation (DNP, DSR, FDTP), mais on peut attendre un montant similaire à supérieur à 2017.

. Facturations des familles et subventions CAF : les recettes de facturation des services baissent de 4.10 %, notamment du fait d'une moins grande fréquentation des services extra scolaires (davantage en revanche au restaurant scolaire) et du transfert des facturations du service multi accueil à la CCL. En revanche les subventions de fonctionnement de la Caisse d'allocations familiales sont en recul de 46.84 %, du fait surtout du transfert du service multi accueil à la CC des Loges.

Pour ce service, en 2017 on constate un reste à charge limité au remboursement de l'emprunt ; il sera supérieur en 2018 du fait de l'application de la retenue sur attribution de compensation de l'ordre de 68.000 € (Rapport CLECT approuvé en décembre 2017).

La variation globale des recettes de gestion est de l'ordre de -1,60 % en 2017.

EVOLUTION RECETTES 2014/2017

	2014	2015	2016	2017	par habitant	variation 2014/2017
DGF	483 143	421 200	352 433	315 254	78	-35%
DSR et DNP	204 352	289 383	299 777	312 741	77	53%
FISCALITE	2038965	2141261	2191696	2278333	563,80	12%
TOTAL recettes	2 726 460	2 851 844	2 843 906	2 906 328	719,21	7%

b. Charges générales

Services

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	BP 2018	Moyenne 2014/2017
ECOLE MATERNELLE	8 157 €	7 889 €	7 900 €	8 264 €	8 500 €	1,32%
ECOLE ELEMENTAIRE	39 218 €	37 372 €	30 220 €	29 254 €	30 000 €	-25,41%
RESTAURATION	74 107 €	71 416 €	71 010 €	79 168 €	80 000 €	6,83%
ESPACES VERTS	58 116 €	66 160 €	54 095 €	60 885 €	61 000 €	4,77%
BATIMENTS	56 485 €	46 474 €	42 887 €	57 985 €	58 000 €	2,66%
VOIRIE	58 104 €	55 482 €	46 975 €	57 838 €	42 000 €	-0,46%
TOTAL	294 187 €	284 793 €	253 087 €	293 395 €	279 500 €	-0,27%

Moyens généraux

	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	BP 2018	% 2014/2017
NETTOYAGE	10 930 €	7 113 €	8 630 €	12 364 €	23 366 €	24 000 €	228,51 %
ASSURANCES	21 443 €	22 088 €	23 590 €	23 930 €	24 624 €	25 000 €	11,48 %
MAINTENANCE	27 465 €	29 238 €	26 684 €	27 252 €	23 019 €	24 000 €	-21,27 %
PHOTOCOPIEURS	17 954 €	17 895 €	19 051 €	19 123 €	20 029 €	21 000 €	11,93 %
ABONNEMENTS	5 237 €	5 398 €	4 337 €	4 424 €	4 541 €	4 500 €	-15,87 %
ANALYSE ALIMENTAIRE	1 060 €	997 €	1 485 €	1 592 €	1 426 €	1 500 €	43 %
AFFRANCHISSEMENT	4 138 €	5 012 €	5 536 €	5 899 €	4 992 €	5 000 €	-0.40 %
TELEPHONE/INTERNET/PORTABLES	22 048 €	21 839 €	24 804 €	24 244 €	22 411 €	23 000 €	2,62 %
ELECTRICITE/ECLAIRAGE PUBLIC/GAZ	151 853 €	159 903 €	148 259 €	119 898 €	135 096 €	135 000 €	-15,51 %
EAU	7 420 €	19 705 €	15 724 €	18 594 €	27 567 €	28 000 €	39,90 %
TOTAL	269 548 €	289 188 €	278 100 €	257 319 €	287 072 €	291 000 €	-0,73 %
SDIS	82 202 €	85 515 €	88 936 €	93 383 €	98 052 €	102 955 €	14,66 %

Après une année atypique en 2016, les charges générales augmentent de 5.23 %. Mais, elles sont globalement en baisse de 0,73% sur la durée du mandat.

Mais, les efforts effectués dans les services sont ressentis. Un recours plus important à la mutualisation des achats transversaux internes et l'adhésion à Approlys et ses marchés centralisés produisent leurs effets. Elles sont en baisse depuis le début du mandat de 9% environ

Par prudence, notamment en raison de matériels « vieillissants » dans certains bâtiments, une évaluation prévisionnelle en hausse est préparée pour 2018. La loi de programmation des finances publiques préconise une hausse de l'ordre de 1.5% en moyenne annuelle jusqu'en 2022.

Pour les autres charges générales inscrites au chapitre 65, on note la progression de l'ordre de 5 % annuels des dépenses liées au SDIS. Il est rappelé que la commune finance une seule classe découverte « montagne » pour le cycle primaire.

c. Charges de personnel

Les charges de personnel évoluent mécaniquement chaque année du fait de la carrière des agents. Toutefois, après plusieurs réformes (scolaires, urbanisme, comptabilité) et mouvements d'agents (assainissement, CCAS, transfert à CCL), l'organisation des services s'est stabilisée pour aboutir à la présentation en janvier 2017 du nouvel organigramme.

La commune compte désormais 44 emplois au tableau des effectifs, soit 40,89 emplois équivalents temps plein.

L'année reste marquée par des absences « maladie » importantes (congrés de grave et longue maladie), financièrement compensée en partie par les remboursements de l'assurance du personnel.

La masse salariale brute s'établit à 1 653 911 €, en recul de 6,49 % sur 2016 et en baisse effective de 4 % depuis le début du mandat.

La baisse est significative du fait du transfert de 4.8 agents à la CCL. Les progressions des grilles indiciaires, du point, des charges liées à la maladie sont masquées par ce transfert qui minore la masse salariale.

La prime d'assurance du personnel est quasiment stable à 70.015 € du fait des maladies enregistrées et de la courbe des âges du personnel. La moyenne d'âge des titulaires est de 42.16 ans. 69 % des agents titulaires ont plus de 40 ans ; près de 29% ont plus de 50 ans.

La masse salariale nette représente 57.31 % des dépenses réelles de fonctionnement. L'objectif depuis 2016 était de ne pas dépasser le niveau déjà important, en lien avec les services à la population ; il est maintenu.

La masse salariale totale sera évaluée par précaution à 1 652 500 € pour 2018.

d. Autofinancement

L'autofinancement progresse à 894.335 € contre 829.265 en 2016. Il représente un taux d'épargne de + de 23 %. Il concourt au bon résultat de l'année budgétaire.

D. Investissement

a. Recettes :

En 2017, le montant de la taxe d'aménagement est élevé à 99.345 €.

Un total de 125.775 € a été encaissé au titre des subventions d'investissement, dont 33.689 € au titre de la DETR (Dotation d'équipements des territoires ruraux), notamment pour des travaux d'huissieries à l'école élémentaire et au « 223 route d'Orléans ».

Le FCTVA encaissé en 2017 est de 81.030 €. En 2018, la somme de 54.340 € est attendue.

b. Investissements réalisés :

En 2017 le montant des investissements réalisés (hors paiement de la dette) représente 311.675 € environ hors remboursement de la dette et opérations d'ordre.

Le tableau ci-après reprend les principaux investissements.

Les demandes des services et commissions pour 2018 s'établiraient à 1.355.000 € environ. L'enveloppe reste provisoire au stade du débat d'orientations budgétaires, avant examen en commission Finances.

Libellé		Réalisé €				
		2013	2014	2015	2016	2017
Bâtiments (21312-21318-2135)	Bâtiments scolaire	45 890	18 245	94 706	17 402	65 621
	Restaurant scolaire	0	2 681	16 638	6 238	2 096
	Mairie	172 910	136 473	195 160	1 236	40 070
	Gymnase	23 336	0	228 216	21 367	15 312
	Stade	0	0	0	0	20 551
	Multi accueil	3 165	615	5 169	17 778	0
	Centre aéré	71 525	36 895	4 323	0	0
	CPI	59 085	659 038	237	0	0
	Eglise	150 579	137 167	0	0	6 599
	Ateliers espaces verts	0	0	0	0	18 605
	ADAP (ensemble des bâtiments)	0	0	0	7 915	42 971
	Total bâtiments	526 491	991 114	544 451	71 936	211 824
Voirie	Art 2151	38 789	369 627	42 649	47 221	40 706
Informatique	Art 2183	3 849	0	4 414	4 759	7 572
Autres équipements (2184 - 2188)	Ecoles	1 274	9 388	8 272	0	17 306
	Restaurant scolaire	1 206	1 169	0	0	10 651
	Fêtes et cérémonies	3 361	7 118	729	15 753	11 011
	Gymnase	0	0	0	12 548	0
	Espaces verts	6 274	6 024	2 441	16 134	12 604

E. Endettement

- . **Stock** de la dette au 31/12/2017 : 1.012.969 € pour la commune.
- . **Variation du stock en 2017** : - 260.652 €
- . Le ratio Dette / CAF est de 1.42 ans
- . Ensemble des prêts à taux fixe (dernière échéance de prêt CHF payée 01/01/17)

Année	Capital restant dû au 1er janvier	Capital amorti	Intérêts payés
2012	2 216 958,99	276 067,03	84 878,37
2013	1 940 891,96	278 925,94	75 388,97
2014	1 661 966,02	276 176,86	66 474,66
2015	1 385 789,16	223 240,91	56 148,99
2016	1 529 142,05	255 522,44	43 224,16
2017	1 273 619,64	260 651,06	35 668,28
2018	1 012 968,58	245 148,72	27 940,45
2019	767 819,86	209 464,10	21 518,75
2020	558 355,76	145 941,35	16 110,23
2021	412 414,41	88 293,29	12 080,18

Répartition de la dette par établissement bancaire			
Etablissement bancaires	Nombre d'emprunts	Capital restant dû au 01/01/2018	% du CRD
Caisse d'épargne	5	440 885,68	44%
Crédit Agricole	2	365 499,00	36%
DEXIA	5	206 583,90	20%
Total	12	1 012 968,58	100%

Dette / habitant	
Dette au 01/01/2018	1 012 968,60 €
Population DGF 2017	4 041
Ratio dette / habitant	250,67 €

La Dette/habitant est nettement inférieure, pour la même strate, à la moyenne nationale de 769 € et départementale de 676 €.

Le stock de dette sur les budgets annexes est détaillé ci-après.

Le stock total de dette avec ces budgets est de 1 385 548 € au 31/12/2017.

Charges de l'endettement pour 2018 :

- Intérêts prévisionnels en section de fonctionnement : 28.000 €
- Remboursement du capital en section d'investissement : 245.150 €

Ainsi, le stock prévisionnel de dette de la commune fin 2018 s'établirait à 767.820 €.

L'encours de dette – hors nouvel emprunt- s'établirait à 560.000 € environ au 01/01/2020, 4 prêts venant à échéance avant la fin du mandat.

III- Le programme pluriannuel des investissements

Les réalisations de 2012 à 2017 :

Les principales réalisations sont recensées dans le tableau précédent : elles concernent pour la voirie l'étude du centre bourg, le remplacement des lanternes d'éclairage public rue du maquis de Samatha et rue du Dhiot, le remplacement des huisseries de l'école maternelle, la mission de programmation d'un centre culturel, le remplacement des véhicules de police et aux services techniques.

Pour la période 2018-2020 sont prévus :

L'aménagement de la rue du Dhiot, des aménagements de sécurité routière, la poursuite de la rénovation de l'éclairage de rues, le financement de mobilier urbain, l'étude du réseau d'eaux pluviales afin d'éviter les remontées du Dhuy, la poursuite de travaux de mise en accessibilité conformément au programme Adap déposé le 27/09/2015, l'extension des ateliers municipaux (stockage), la mise en œuvre d'une première tranche de vidéo protection, le changement de serveur et de standard, travaux de voirie, réhabilitation de l'enceinte du nouveau cimetière, optimisation énergétique des bâtiments (sur plusieurs années) ; sont aussi envisagés l'agrandissement des coulisses de la salle des fêtes et le remplacement progressif de véhicules et d'équipements vieillissants dans les bâtiments selon une programmation pluriannuelle.

Certains de ces travaux font suite aux études menées en 2017.

Des dossiers de subventions sont régulièrement adressés à l'Etat (DETR), au Conseil départemental et à la Région afin de limiter le recours à l'emprunt pour réaliser ces investissements.

Une étude d'optimisation du patrimoine foncier de la commune est en cours. Il s'agit d'étudier la meilleure façon de rationaliser ce patrimoine, selon les coûts, les besoins afin d'avoir des bâtiments et zones de stockage adaptés aux services et d'envisager éventuellement des cessions utiles au financement des projets d'avenir.

IV- Les budgets annexes : Eau et Assainissement

A. BA Eau :

	Exploitation	Investissement	Restes à réaliser
Dépenses	148 927,97	52 865,51	0
Recettes	276 086,66	114 831,14	0
Total	127 158,69	61 965,63	0

. Reports prévisionnels à adopter :

Investissement excédent : 9 416,61 €

Besoin de financement Section investissement : /

Exploitation Excédent : 375.555,91 €

. Compte administratif prévisionnel en annexe

. **Projets pour 2018** : Remplacement de la pompe de forage, Renforcement de la conduite route d'Orléans et rue du Maquis de Samatha, remplacement de l'armoire du système de chloration du château d'eau, étude pour mise en place de compteurs de sectorisation

B. BA Assainissement :

	Exploitation	Investissement	Restes à réaliser
Dépenses	314 851,32	85 014,87	45 055,00
Recettes	394 882,06	87 889,27	0,00
Total	80 030,74	2 874,40	-45 055,00

. Reports prévisionnels à adopter :

Investissement excédent : 30 041,49 €

Besoin de financement Section investissement : -15 013,51 €

Exploitation Excédent : 308.607,35 €

. Compte administratif prévisionnel en annexe

. **Projets pour 2018** : Rénovation des postes de refoulement et de relèvement ; travaux de remise en état du réseau suit à étude diagnostic du SIA en 2016.

Etat des principaux postes des budgets annexes :

	EAU				ASST			
	2014	2015	2016	2017	2014	2015	2016	2017
Montant des facturations	200 948	198 686	218 645	218 192	292 942	289 628	310 441	308 912
Reversement à l'agence de l'eau (base N-1)	37 739	41 781	39 840	40 432	27 493	29 502	28 096	27 709
Participation au SIA					145 794	150 751	154 800	154 500
Travaux d'investissement (RAR compris)	31 518	205 809	155 342	36 800	39 750	138 071	56 486	53 238

Etat de la dette des budgets annexes (hors ICNE) :

Extinction de la dette en 2019 pour l'Eau et en 2024 pour l'Assainissement

	2 015		2 016		2 017		2 018		Stock au 31/12/2017
	Capital	Intérêt	Capital	Intérêt	Capital	Intérêt	Capital	Intérêt	
EAU	8 067	3 114	8 067	2 772	8 067	2 431	8 067	2 090	52 433
ASST	10 794	2 521	17 078	73	17 110	98	17 143	65	17 175

V- Réflexions d'ensemble et prospective

L'objectif constant sur la durée du mandat est de dégager les moyens de la réalisation d'un équipement culturel au service des Sandillonnois.

Les moyens proposés :

1. Maintenir la capacité d'autofinancement : pour y parvenir maintenir à un niveau raisonnable les dépenses de fonctionnement ; se ménager des reports d'exécution positifs ; maintenir un volume régulier d'investissement pour dégager un FCTVA de niveau homogène et récurrent ; mettre en place un programme pluriannuel de travaux et le plan pluriannuel budgétaire associé ; mettre cet autofinancement au service des investissements réguliers sur les bâtiments et la voirie.
2. Maintenir une réflexion sur l'évolution du personnel et l'optimisation de l'organisation des services (recours aux emplois aidés et à l'apprentissage, externalisation éventuelle de certaines prestations) ; associer la réflexion intercommunale suivant les projets de la CCL.
3. Suivre le bilan du patrimoine de la commune afin d'effectuer des choix éventuels de cessions immobilières et leur ordre de priorité pour participer ainsi au financement partiel d'un équipement majeur pour la commune, le centre culturel.
4. Optimisation des financements, la dette de la commune étant de bonne qualité et dans la perspective de changements éventuels avec la programmation des finances publiques 2018/2022.
5. Réflexion à poursuivre sur le transfert de la compétence eau et assainissement pour 2020 (retardée 2026 ?) : les enjeux sont les excédents des BA qui ont été alimentés par les redevances des usagers communaux : ils ont vocation à être reversés à la commune à la liquidation ; la problématique du transfert de charges alors que les réseaux sont entretenus et de ce fait la moyenne des dépenses d'investissement « pénaliserait » la charge transférée qui sera déduite de l'attribution de compensation revenant à la commune.

Compte administratif 2017 commune

Section de fonctionnement			
Dépenses		Recettes	
011 Charges à caractère général	735 566,38	013 Atténuation de charges	54 243,50
012 Charges de personnel & frais assimilés	1 653 911,33	70 Produits des services, du domaine et ventes	372 748,50
014 Atténuation de produits	1 367,00	73 Impôts et taxes	2 278 333,00
65 Autres charges de gestion courante	359 723,38	74 Dotations & Participations	914 732,18
66 Charges financières	41 517,63	75 Autres produits de gestion courante	6 857,50
67 Charges exceptionnelles	4 978,88	76 Produits financiers	0,00
022 Dépenses imprévues	0,00	77 Produits exceptionnels	64 094,19
042 Dotations aux amortissements et provisions	151 222,34	042 Opérations d'ordre de transfert entre sections	27 041,23
Total	2 948 286,94	Total	3 718 050,10
		002 Excédents antérieurs reportés	1 414 602,37
Total des dépenses	2 948 286,94	Total des recettes	5 132 652,47

Résultat positif de la section de fonctionnement **2 184 366**

Section d'investissement			
Dépenses		Recettes	
10 Dotations, fonds divers et réserves	0,00	10 Dotations, fonds divers et réserves	180 377,17
20 Immobilisations incorporelles	36 405,60	13 Subventions et participations investissement	125 775,00
21 Immobilisations corporelles	405 075,85	16 Emprunts et dettes assimilées :	0,00
23 Immobilisations en cours	0,00	21 Immobilisations corporelles	320,80
16 Remboursement emprunts et dettes :	260 651,06	024 Produits des cessions d'immobilisations	0,00
020 Dépenses imprévues	0,00	040 Opérations d'ordre de transfert entre sections	151 222,34
040 Opérations d'ordre de transfert entre sections	27 041,23	041 Opérations patrimoniales	12 500,00
041 Opérations patrimoniales	12 500,00	Total	470 195,31
Total	741 673,74	001 Solde d'exécution positif reporté	194 661,11
Total des dépenses	741 673,74	Total des recettes	664 856,42

Projet de BP commune 2018

Section de fonctionnement			
Dépenses		Recettes	
011 Charges à caractère général	886 630,00	013 Atténuation de charges	28 000,00
012 Charges de personnel & frais assimilés	1 652 500,00	70 Produits des services, du domaine et ventes	326 500,00
014 Atténuation de produits	2 500,00	73 Impôts et taxes	2 181 598,00
65 Autres charges de gestion courante	377 455,00	74 Dotations & Participations	808 000,00
66 Charges financières	27 024,00	75 Autres produits de gestion courante	5 000,00
67 Charges exceptionnelles	7 300,00	76 Produits financiers	0,00
022 Dépenses imprévues	20 000,00	77 Produits exceptionnels	1 000,00
042 Dotations aux amortissements et provisions	110 854,00	042 Opérations d'ordre de transfert entre sections	15 000,00
Total	3 084 263,00	Total	3 365 098,00
023 Virement à la section d'investissement	2 139 446,21	002 Excédents antérieurs reportés	1 858 611,21
Total des dépenses	5 223 709,21	Total des recettes	5 223 709,21

Section d'investissement			
Dépenses		Recettes	
10 Dotations, fonds divers et réserves	44 080,00	10 Dotations, fonds divers et réserves	429 754,32
20 Immobilisations incorporelles	138 530,00	13 Subventions et participations investissement	124 348,00
21 Immobilisations corporelles	2 274 825,21	16 Emprunts et dettes assimilées :	0,00
23 Immobilisations en cours	0,00	21 Immobilisations corporelles	0,00
16 Remboursement emprunts et dettes :	245 150,00	024 Produits des cessions d'immobilisations	0,00
020 Dépenses imprévues	10 000,00	040 Opérations d'ordre de transfert entre sections	110 854,00
040 Opérations d'ordre de transfert entre sections	15 000,00	041 Opérations patrimoniales	0,00
041 Opérations patrimoniales	0,00	Total	664 956,32
Total	2 727 585,21	001 Solde d'exécution positif reporté	0,00
001 Déficit antérieur reporté	76 817,32	021 Virement de la section de fonctionnement	2 139 446,21
Total des dépenses	2 804 402,53	Total des recettes	2 804 402,53

Projet de compte administratif Assainissement 2017

Section d'exploitation			
Dépenses		Recettes	
011 Charges à caractère général	31 362,03	013 Atténuation de charges	0,00
012 Charges de personnel & frais assimilés	34 408,61	70 Produits des services, du domaine et ventes	379 784,78
014 Atténuation de produits	28 642,00	74 Dotations & Participations	0,00
65 Autres charges de gestion courante	155 200,16	75 Autres produits de gestion courante	430,34
66 Charges financières	65,20	76 Produits financiers	0,00
67 Charges exceptionnelles	843,96	77 Produits exceptionnels	0,00
042 Dotations aux amortissements et provisions	64 329,36	042 Opérations d'ordre de transfert entre sections	14 666,94
Total	314 851,32	Total	394 882,06
		002 Excédents antérieurs reportés	243 590,12
Total des dépenses	314 851,32	Total des recettes	638 472,18

Résultat positif de la section d'exploitation **323 620,86**

Section d'investissement			
Dépenses		Recettes	
20 Immobilisations incorporelles	0,00	10 Dotations, fonds divers et réserves	23 559,91
21 Immobilisations corporelles	53 237,94	13 Subventions et participations investissement	0,00
16 Remboursement emprunts et dettes :	17 109,99	16 Emprunts et dettes assimilées :	0,00
040 Opérations d'ordre de transfert entre sections	14 666,94	040 Opérations d'ordre de transfert entre sections	64 329,36
Total	85 014,87	Total	87 889,27
001 Déficit antérieur reporté	0,00	001 Solde d'exécution positif reporté	27 167,09
Total des dépenses	85 014,87	Total des recettes	115 056,36

Résultat positif de la section d'investissement **30 041,49**

Projet de BP Assainissement 2018

Section d'exploitation			
Dépenses		Recettes	
011 Charges à caractère général	53 280,00	013 Atténuation de charges	0,00
012 Charges de personnel & frais assimilés	36 000,00	70 Produits des services, du domaine et ventes	336 000,00
014 Atténuation de produits	27 710,00	74 Dotations & Participations	0,00
65 Autres charges de gestion courante	157 000,00	75 Autres produits de gestion courante	400,00
66 Charges financières	38,00	76 Produits financiers	0,00
67 Charges exceptionnelles	1 000,00	77 Produits exceptionnels	0,00
042 Dotations aux amortissements et provisions	69 053,00	042 Opérations d'ordre de transfert entre sections	14 667,00
Total	344 081,00	Total	351 067,00
023 Virement à la section d'investissement	315 593,35	002 Excédents antérieurs reportés	308 607,35
Total des dépenses	659 674,35	Total des recettes	659 674,35

Section d'investissement			
Dépenses		Recettes	
20 Immobilisations incorporelles	0,00	10 Dotations, fonds divers et réserves	15 013,51
21 Immobilisations corporelles	397 889,35	13 Subventions et participations investissement	0,00
16 Remboursement emprunts et dettes :	17 145,00	16 Emprunts et dettes assimilées :	0,00
040 Opérations d'ordre de transfert entre sections	14 667,00	040 Opérations d'ordre de transfert entre sections	69 053,00
Total	429 701,35	Total	84 066,51
001 Déficit antérieur reporté		001 Solde d'exécution positif reporté	30 041,49
		021 Virement de la section d'exploitation	315 593,35
Total des dépenses	429 701,35	Total des recettes	429 701,35

Projet de compte administratif EAU 2017

Section d'exploitation			
Dépenses		Recettes	
011 Charges à caractère général	17 883,87	013 Atténuation de charges	0,00
012 Charges de personnel & frais assimilés	23 297,24	70 Produits des services, du domaine et ventes	267 613,03
014 Atténuation de produits	41 625,00	74 Dotations & Participations	0,00
65 Autres charges de gestion courante	619,21	75 Autres produits de gestion courante	474,80
66 Charges financières	2 377,16	76 Produits financiers	0,00
67 Charges exceptionnelles	843,37	77 Produits exceptionnels	0,00
042 Dotations aux amortissements et provisions	62 282,12	042 Opérations d'ordre de transfert entre sections	7 998,83
Total	148 927,97	Total	276 086,66
		002 Excédents antérieurs reportés	248 397,22
Total des dépenses	148 927,97	Total des recettes	524 483,88
		Résultat positif de la section d'exploitation	375 555,91

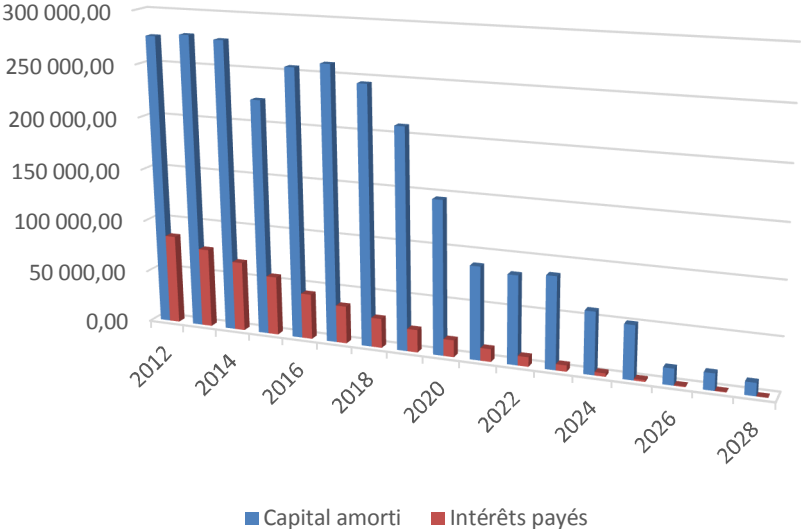
Section d'investissement			
Dépenses		Recettes	
20 Immobilisations incorporelles	0,00	10 Dotations, fonds divers et réserves	52 549,02
21 Immobilisations corporelles	36 800,00	13 Subventions et participations investissement	0,00
16 Remboursement emprunts et dettes :	8 066,68	16 Emprunts et dettes assimilées :	0,00
040 Opérations d'ordre de transfert entre sections	7 998,83	040 Opérations d'ordre de transfert entre sections	62 282,12
Total	52 865,51	Total	114 831,14
001 Déficit antérieur reporté	52 549,02	001 Solde d'exécution positif reporté	0,00
Total des dépenses	105 414,53	Total des recettes	114 831,14
		Résultat positif de la section d'investissement	9 416,61

Projet de BP EAU 2018

<i>Dépenses</i>		<i>Recettes</i>	
011 Charges à caractère général	40 950,00	013 Atténuation de charges	0,00
012 Charges de personnel & frais assimilés	25 000,00	70 Produits des services, du domaine et ventes	247 000,00
014 Atténuation de produits	40 433,00	74 Dotations & Participations	0,00
65 Autres charges de gestion courante	2 010,00	75 Autres produits de gestion courante	450,00
66 Charges financières	2 037,00	76 Produits financiers	0,00
67 Charges exceptionnelles	1 000,00	77 Produits exceptionnels	0,00
042 Dotations aux amortissements et provisions	62 990,00	042 Opérations d'ordre de transfert entre sections	8 000,00
Total	174 420,00	Total	255 450,00
023 Virement à la section d'investissement	456 585,91	002 Excédents antérieurs reportés	375 555,91
Total des dépenses	631 005,91	Total des recettes	631 005,91

<i>Section d'investissement</i>			
<i>Dépenses</i>		<i>Recettes</i>	
20 Immobilisations incorporelles	72 000,00	10 Dotations, fonds divers et réserves	0,00
21 Immobilisations corporelles	440 925,52	13 Subventions et participations investissement	0,00
16 Remboursement emprunts et dettes :	8 067,00	16 Emprunts et dettes assimilées :	0,00
040 Opérations d'ordre de transfert entre sections	8 000,00	040 Opérations d'ordre de transfert entre sections	62 990,00
Total	528 992,52	Total	62 990,00
001 Déficit antérieur reporté		001 Solde d'exécution positif reporté	9 416,61
		021 Virement de la section d'exploitation	456 585,91
Total des dépenses	528 992,52	Total des recettes	528 992,52

Echéances



Capital restant dû au 1er janvier

